

Histoire

SORTIR DANS L'ESPACE PUBLIC : LA LONGUE MARCHÉ VERS LA FIERTÉ

Charitini Karakostaki

28/06/2019

Samedi 29 juin 2019, cinquante ans après les émeutes de Stonewall, la Gay Pride est célébrée en divers lieux du monde, et notamment en France avec plusieurs manifestations, à Paris et dans d'autres grandes villes. Charitini Karakostaki revient en sociologue sur l'histoire de la marche des fiertés à Paris, des événements et des enjeux successifs qui l'ont accompagnée.

Cette année, les célébrations internationales relatives à la Gay Pride seront marquées partout dans le monde par le cinquantième anniversaire des émeutes à Stonewall Inn. Bien que, comme nous le rappellent plusieurs chercheurs¹, cette insurrection ne fut pas la seule dans la longue histoire des luttes homosexuelles, elle fut la première à déclencher une vague de protestations sans précédent, ouvrant la voie à l'organisation de la première manifestation spécifiquement homosexuelle dans les rues de New York un an plus tard. La Christopher Street Liberation Day Parade, tenue le 28 juin 1970 afin de commémorer l'émeute à Stonewall, a donné l'occasion à près de deux mille personnes de se rassembler pour la première fois dans un lieu public et de défiler unis et à visage découvert le long de la Sixième Avenue, de la place Washington jusqu'à Central Park.

Les nouvelles des émeutes, mais aussi et surtout de la première parade commémorative qui mettait en avant la fierté homosexuelle, voyagent aussitôt à l'autre côté de l'Atlantique et nourrissent l'imaginaire européen. Les communautés LGBT des grandes villes d'Europe se donnent aussi comme objectif de « sortir » dans l'espace public, le lieu des luttes et des revendications par excellence. Le projet d'une marche à Paris, sur le modèle de la Gay Pride, fait partie des stratégies des militants déjà depuis la constitution du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) en 1971. Cependant, jusqu'à sa dissolution en 1973, les militants n'arrivent pas à organiser un défilé spécifiquement homosexuel. Ils participent pourtant chaque année à celui du 1^{er} Mai, profitant de la couverture médiatique de l'événement tout en mettant les représentants du mouvement ouvrier en situation de devoir les reconnaître en tant qu'acteurs légitimes². Des Groupes de libération homosexuels (GLH) prennent le relais à partir de 1974, d'abord à Paris, puis dans d'autres villes françaises. Marqués par le gauchisme des années 1970 et la culture marxiste, ils cherchent à aménager un territoire politique reliant la révolution socialiste à la révolution sexuelle. L'acte du

Groupe de libération homosexuel (GLH) tendance Politique et quotidien (PQ) de Paris de déposer une gerbe à la mémoire des déportés homosexuels au Mémorial de la déportation, lors de la Journée du souvenir en 1976, suscite un scandale parmi les associations d'anciens déportés qui s'indignent que l'on « salisse » la mémoire des martyrs du nazisme.

La volonté ardente de sortir dans l'espace public se concrétise enfin le 25 juin 1977 : 400 personnes manifestent dans les rues de Paris de la place de la République à la place des Fêtes. Ce qui serait considéré plus tard comme une Gay Pride française naît ainsi en référence explicite à Stonewall, mais elle s'inscrit avant tout dans la lignée du militantisme homosexuel français des années 1970.

Dans ce qui suit nous retraçons l'histoire de la Gay Pride parisienne, du moment où elle est encore un projet difficilement réalisable jusqu'à ce qu'elle devienne la Marche des fiertés sous sa forme actuelle et un repère annuel de haute valeur symbolique. La Gay Pride résume, en effet, toute l'histoire de la société française en cours de changement et de l'État libéral en train de se faire. Tous les grands événements de l'histoire y sont reflétés : la première année du mitterrandisme, officialisant le passage de l'homosexualité à la légalité, est marquée par une participation de 8 000 personnes en 1982 ; les années sida, de réticence et de deuil, enregistrent une baisse croissante : 3 000 participants en 1984, 1 000 en 1986, 1 500 en 1989 et 2 500 en 1992. En 1993, 10 000 personnes redescendent de nouveau dans la rue, inaugurant une nouvelle ère de revendications et, à partir de 1996, ils sont des centaines de milliers à marcher pour réclamer le Pacs, l'homoparentalité, le mariage homosexuel, mais aussi pour célébrer ce qu'ils ont accompli jusqu'ici.

L'aménagement d'un espace politique spécifiquement homosexuel : les années 1970

L'histoire du mouvement homosexuel en France s'inscrit dans le sillage des mouvements de libération qui se développent un peu partout en Occident à partir des années 1960 à une particularité près : il ne s'agit pas d'un mouvement homogène et unidimensionnel. Tous les collectifs et les associations militantes qui ont été créés (et sont disparus quelques années plus tard) ont revendiqué leur propre vérité identitaire dans un univers extrêmement fractionné. Le livre de Massimo Prearo, *Le Moment politique de l'homosexualité : mouvements, identités et communautés en France*³ met en lumière un vaste panorama de modes opératoires et de stratégies différentes, voire parfois extrêmement divergentes, entre les groupes qui s'engagent de manière distincte dans la lutte pourtant commune pour la libération.

Tout au long de la décennie 1970, le mouvement homosexuel se constitue de façon autonome, bien

qu'en relation avec le mouvement féministe, notamment le Mouvement de libération des femmes (MLF)⁴ et aux groupes d'extrême gauche, regroupant aussi nombre de gens que ces deux derniers n'arrivent pas à toucher ; le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), né en 1971 comme une répercussion de Mai 68, en est la figure emblématique. Fondé suite au soulèvement qui a eu lieu à l'émission de radio animée par Ménie Grégoire à la Salle Pleyel le 10 mars, il jouit du soutien de grandes figures intellectuelles et militantes de la gauche comme Jean-Paul Sartre, alors proche du journal *Tout !*, et du mouvement féministe avec son égérie Françoise d'Eaubonne⁵.

Cependant, les clivages internes du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) qui se voulait « spontané, sans structure ni porte-parole⁶ » comme en témoignent d'ailleurs les fameuses réunions du jeudi soir à l'École des Beaux-Arts⁷, ont suscité de nombreuses tensions, empêchant sa recréation suite à l'interdiction par la police de ses réunions en 1974. Les militants du FHAR de Jussieu décident alors d'abandonner le projet révolutionnaire et se joignent à un groupe de jeunes exclu d'Arcadie, seul lieu privé à la fois de rencontres et d'activités culturelles à vocation homophile des années 1950 et 1960, pour avoir défendu des positions considérées, par son chef André Baudry, comme trop politisées. Ensemble, ils forment à Paris une nouvelle structure qui prend le nom de Groupe de libération homosexuelle (GLH), mais qui, très vite, éclate en trois tendances en raison d'importantes divergences⁸. Des GLH se créent progressivement dans une vingtaine de villes principales de France. C'est sous leur propre initiative que le premier cortège spécifiquement homosexuel et se référant explicitement à Stonewall défile à Paris le 25 juin 1977, considéré plus tard comme le prédécesseur de la Gay Pride (ou comme la première Gay Pride française).

En effet, l'organisation d'une manifestation politique spécifiquement homosexuelle dans les rues de Paris, qui constitue encore un territoire interdit à l'homosexualité, reste un grand défi. De ce fait, même si la volonté d'une sortie dans l'espace public existait déjà depuis 1975, l'occasion se présente enfin en 1977. La campagne homophobe de la chanteuse américaine Anita Bryant à Miami, avec comme slogan « Save our children from homosexuality ! » (Protégeons nos enfants de l'homosexualité !) et comme but l'abolition de l'ordonnance qui interdisait les discriminations contre les homosexuels, soulève les militants américains et crée un « pont » entre les pionniers du mouvement de l'autre côté de l'Atlantique et les groupes de militants en France cherchant depuis un moment le prétexte qui leur permettrait de se rassembler sans problème dans l'espace public. Quatre cents personnes marchent enfin à Paris de la place de la République à la place des Fêtes en 1977, affirmant une identité qui revêtait encore à l'époque des signes d'illégalité.

Libération est le seul quotidien à parler de la manifestation durant toute la semaine qui la précède tout en lui attribuant un caractère historique. Lévy-Willard écrit dans son article du 25 juin 1977 : « La manifestation d'aujourd'hui est la première du genre en France. C'est la première fois en effet

qu'une manifestation est exclusivement organisée contre la répression de l'homosexualité. Pour affirmer aussi que l'homosexualité est un droit et une forme de sexualité parmi d'autres⁹ ».

En 1979 émerge aussi le Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CURAH), lors de la première université d'été homosexuelle à Marseille, et dont la tâche est de coordonner différents GLH et d'autres associations homosexuelles de l'époque. Ce sont le CURAH et le MLF qui organisent la grande manifestation du 4 avril 1981, juste avant les élections présidentielles. En effet, cette dernière marche reste, bien plus que celle de 1977, la fondatrice de l'histoire de la manifestation. Organisée exceptionnellement le 4 avril, c'est-à-dire deux mois avant la date habituelle de juin et une vingtaine de jours avant le premier scrutin des élections législatives du 26 avril, elle rassemble devant le Centre Pompidou près de 10 000 personnes exigeant notamment un changement de la loi sur la majorité sexuelle.

Un mois plus tard, alors que François Mitterrand est élu président de la République, la société française témoigne d'un véritable changement au sujet de l'homosexualité. Très rapidement, le cadre juridique est radicalement modifié. Le 12 juin est votée la circulaire Defferre pour la limitation du fichage homosexuel et du contrôle d'identité sur les lieux de drague. La brigade homosexuelle à la Préfecture de police est dissoute. La France ne reconnaît plus la classification de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) selon laquelle l'homosexualité est une maladie mentale. Le 4 août est votée la loi d'amnistie, promise par le candidat Mitterrand, incluant les délits homosexuels. Le 27 août, la circulaire Badinter est approuvée aux parquets et, enfin, la loi Quillot, supprimant la mention pour les locataires de devoir se comporter en « bon père de famille », est votée en février 1982. Six mois à peine après son arrivée au pouvoir, le Parti socialiste répond déjà à la plupart des revendications qui furent au cœur du mouvement dans les années 1970. Une nouvelle ère commence pour la communauté homosexuelle mais aussi pour la société dans son ensemble.

Les années sida et la restructuration du territoire homosexuel : la parade au second plan

Le passage à la légalité semble à bien des égards comme une conquête qui mérite d'être célébrée. La Gay Pride de 1982 rassemble 8 000 personnes, un chiffre record qui paraît augurer la possibilité d'une nouvelle vie pour les homosexuel-elle-s. Or les premières années de « liberté » sont forcément moins « politisées » que la période qui précède 1981. Comme le remarquent Marie Jauffret, Pierre-Olivier de Busscher et Patrice Pinell :

« La victoire de François Mitterrand, en débouchant rapidement sur la satisfaction des principales revendications homosexuelles, réduit fortement les exigences unitaires et, du même coup,

accélère la diversification institutionnelle. La mobilisation pour les droits a été une expérience importante pour nombre d'individus qui ont pu affirmer collectivement leur homosexualité. Mais, une fois la victoire obtenue, la plupart d'entre eux n'entendent pas approfondir leur engagement politique comme homosexuels, ils préfèrent plutôt participer aux activités organisées par l'une de ces nombreuses petites associations de services tournées vers la 'communauté' qui voient le jour. Le développement rapide de ce pôle associatif vient bouleverser l'équilibre établi, en remettant en cause la domination symbolique des 'politiques'.¹⁰ »

Effectivement, le début des années 1980 est marqué par un certain affaiblissement des groupes homosexuels « politiques », notamment après l'abrogation de l'article 331 alinéa 2 du Code pénal permettant l'alignement de l'âge de la majorité sexuelle des homosexuels sur celui des hétérosexuels, et qui fut une des principales revendications de la fin des années 1970. Or cette nouvelle période de liberté vient se heurter à la manifestation et à la propagation de l'épidémie de sida qui frappe prioritairement (mais pas exclusivement) une population d'hommes homosexuels et évolue rapidement et inéluctablement vers la mort. Nombre de militants sont touchés par la maladie et finissent par y succomber. Le mouvement homosexuel est irrémédiablement blessé et la communauté gaie entre dans un deuil prolongé qui dure pendant les années qui suivent. En même temps, les pouvoirs publics échouent à réagir rapidement aux défis de la maladie – ce qui contribue aussi pour une part à la diffusion rapide du virus, selon plusieurs chercheurs à l'époque¹¹.

Dans ce contexte, marqué par la dépolitisation des groupes homosexuels aînés et la floraison de nouveaux lieux associatifs et de convivialité d'une part, et par le retard des pouvoirs publics à se mobiliser contre l'épidémie d'autre part, le mouvement associatif est conduit à faire une restructuration radicale. La première association contre le sida est fondée en 1983 à l'initiative de Patrice Meyer sous le nom Vaincre le sida (VLS). Cette association s'oriente vers le développement de services concrets aux malades et vers l'information du public, notamment par la mise en place d'une permanence téléphonique¹². Un an plus tard, à la fin de 1984, apparaît Aides, association inspirée par Daniel Defert, le compagnon de Michel Foucault, qui est mort quelques mois plus tôt, le 25 juin 1984, deux jours après la Gay Pride de cette année, et fondée par Frédéric Edelmann et Jean-Florian Mettetal. En 1985 est fondée Arcat-sida avec pour objectif d'optimiser le suivi des malades par le soutien à un groupe de cliniciens et de chercheurs¹³.

La parade coutumière de juin se répète chaque année de la décennie 1980 avec une référence explicite aux émeutes de Stonewall. Y participent maintenant côte à côte toutes les nouvelles associations qui agissent au niveau local, tous les groupes homosexuels formés dans le but d'exercer un loisir ou une activité en commun (groupes de sport, de collectionneurs), toutes les associations de lutte contre le sida et tous les groupes traditionnels militants qui sont encore

actifs. Leur ambition est de montrer que la sortie dans l'espace public est un objectif plus important que les clivages intérieurs et que la parade est un moment rare de convergence. Les lieux de convivialité comme les bars, les discothèques et les saunas sont aussi représentés au cortège, d'abord par des panneaux, des ballons et autres produits de publicité, ensuite aussi par des camions à musique. La participation se limite pourtant tout au long de la décennie à quelques milliers de personnes, sans jamais dépasser les cinq mille, et nettement en dessous des huit mille de 1982 et de 1983. L'esprit festif est irrémédiablement atteint en raison du nombre de morts qu'enregistre la communauté à un rythme accéléré et par la crainte et la méfiance qui s'installent dans la société quant au lien entre homosexualité et épidémie.

Enfin, en 1989, fait son apparition à Paris l'association new-yorkaise Act-Up (Aids Coalition To Unleash Power), suite à l'initiative de trois journalistes homosexuels, Didier Lestrade, Pascal Loubet et Luc Coulavin, dans l'objectif de relier la lutte contre le sida à la question homosexuelle, s'opposant à la ligne d'autres associations de l'époque qui préfèrent les maintenir plutôt distinctes¹⁴. Pour illustrer sa physionomie, Act-Up choisit de faire sa première apparition publique à la Gay Pride de juin 1989 en organisant un « die-in » lors du cortège – une forme de protestation répandue aux États-Unis qui consiste à s'allonger au sol et faire semblant d'être mort comme une manière de symboliser la succession des victimes abattues par l'épidémie¹⁵.

Au tournant de la décennie, la communauté gaie se trouve blessée, divisée, mais aussi plus libre que jamais. Les pouvoirs publics s'engagent enfin dans la lutte contre le sida : ils accordent des financements aux associations concernées et mettent en place des campagnes de prévention et d'information destinées au grand public par des encarts dans la presse et des spots télévisés et radiodiffusés. Avec comme slogan « Quand vous faites l'amour avec Gilles, pensez à protéger Jérôme », l'État lance en 1995 l'une des campagnes les plus explicites jamais réalisées en France, reconnaissant d'un même geste la spécificité du problème et l'identité spécifique des citoyens touchés par la maladie. Cette conjoncture incontestablement dramatique pour la communauté homosexuelle, qui affronte depuis longtemps la stigmatisation, la mort, le deuil et la honte, a ainsi cet effet majeur : elle lui offre une visibilité jusqu'alors inédite. C'est peut-être la première fois, dans une longue histoire des luttes pour la reconnaissance, que l'État finit par traiter les homosexuels comme des citoyens à part entière – d'abord, en reconnaissant leur identité gaie ; ensuite, en admettant leur vulnérabilité et en mettant en place des politiques de précaution et de soin destinées prioritairement à eux¹⁶.

L'esprit associatif des années 1990 : la parade malgré les différences

À partir du milieu des années 1990, le mouvement homosexuel connaît une phase d'intense développement à travers la multiplication et la spécialisation des associations qui émergent. Qu'ils s'attachent à un aspect pratique de la vie – un loisir, le sport, la religion, la quête de convivialité dans des marges d'âge, jeunesse, vieillesse, etc. – ou à une identité très spécifique qui est la leur (lesbienne, gay, bi), les groupes cherchent à atteindre le plus grand degré de représentativité. Le fossé se creuse en particulier entre les homosexuels masculins et les lesbiennes. La construction d'espaces autonomes d'affirmation identitaire est une priorité qui ne peut pourtant pas être sacrifiée au nom de la lutte pour la liberté censée être commune mais qui met toujours en avant l'identité gaie plus que d'autres.

La Gay Pride, appelée ainsi tout au long des années 1980, devient Gay and Lesbian Pride à partir de 1991. Puis, elle est rebaptisée Lesbian and Gay Pride en 1995. Ce n'est que lors de cet événement de grande visibilité que les acteurs du mouvement, engagés dans des procédures de différenciation pendant toute l'année, sont prêts à envoyer vers l'extérieur l'image d'une unité politique. Comme le remarque Massimo Prearo, si la marche a pris tellement d'ampleur dans les années 1990, c'est précisément parce que cet événement devient un temps symbolique d'affirmation d'une unité politique du mouvement face aux difficultés internes de structuration¹⁷.

À partir de 1993, la parade de juin connaît une croissance d'affluence considérable. Après les 1 500 personnes en 1990, les 4 000 en 1991 et les 2 500 en 1992, la participation s'élève à 10 000 personnes¹⁸. Ceci ne peut être attribué à la seule volonté des militants de mobiliser des ressources humaines. C'est le début d'une période où la quête de visibilité est accompagnée par l'ouverture de toute une discussion sur les droits, les libertés individuelles et la lutte contre les discriminations, sujets auxquels peuvent s'identifier des masses citoyennes plus larges. Ceci ne veut pourtant pas dire que la parade de la Gay Pride fut toujours sans antagonismes ni conflits. L'édition de 1997 de Paris qui était nommée ville organisatrice de l'Europride est un exemple caractéristique.

Dynamique unificatrice de la parade au niveau européen : rivalités politiques et identitaires à l'occasion de l'Europride de 1997

Il ne s'agit pas d'une initiative de la Commission européenne ou du Parlement européen. À la fin de

décembre 1991, Teddy Witherington, membre principal de l'association londonienne de Lesbian and Gay Pride, s'est rendu à Berlin pour discuter d'une idée qu'il a eue avec les responsables de l'association homologue allemande : la création d'une édition européenne de la parade coutumière de juin commémorant les émeutes de Stonewall dans une des nombreuses villes et capitales européennes qui ont une communauté gaie et lesbienne active. La qualification européenne de la parade pourrait assurer une visibilité encore plus grande au mouvement homosexuel tout en faisant de la manifestation une occasion de réflexion et de rencontres entre les associations européennes et un événement politique, social et culturel de grande ampleur. Enfin, la première Europride a eu lieu à Londres en 1992, puis la deuxième à Berlin en 1993.

Paris est choisie pour organiser la sixième édition de l'Europride le 28 juin 1997, avec comme mot d'ordre : « Gays et lesbiennes : pour une vraie citoyenneté européenne ! ». Les divisions internes du « mouvement » – cherchant un équilibre entre trois registres d'action : la lutte contre le sida, l'engagement proprement politique vis-à-vis du gouvernement et des pouvoirs publics, et les rapports de force entre les différents groupes qui cherchent à exprimer publiquement leur identité spécifique – sont plus intenses que jamais. Hormis la rivalité entre les associations de lutte contre le sida (comme celle entre Aides et Act-Up par exemple) et entre militants politisés et entrepreneurs de nuit visant la consommation homosexuelle, il existe nombre de tensions au sein même des groupes qui se disent associés et unifiés. Juste un mois avant l'Europride émerge l'association bisexuelle Bi-cause au sein du Centre gay et lesbien de Paris dans le but d'affirmer l'identité spécifiquement bisexuelle. Déjà depuis les premières années de la Gay Pride, au début de la décennie 1980, les personnes qui s'auto-définissaient comme bisexuelles ne se sentaient pas bien incluses ou représentées au sein d'une manifestation qui offrait certes de la visibilité, mais qui mettait toujours en avant l'identité gaie et, seulement plus tard aussi, l'identité lesbienne. 1997 est donc l'année où l'identité bisexuelle est représentée de manière autonome à la parade, ouvrant la voie à une plus grande spécificité identitaire. Malgré les désaccords du début et des mécontentements éventuels, la visibilité qu'est capable d'offrir aux participants un événement de l'ampleur de la Gay Pride est difficile à dépasser.

En effet, l'atmosphère est davantage festive. La communauté homosexuelle est envahie par un esprit de liberté. La mise au point des trithérapies à partir de 1996 a contribué à la stabilisation de l'état de santé des personnes touchées par le sida, mettant un frein aux décès successifs et aux deuils prolongés. Le Parlement européen a adopté un an auparavant, en septembre 1996, une résolution pour mettre fin à toute discrimination concernant les homosexuel-le-s. La gauche a remporté les élections législatives en mai 1997 et la ministre de la Justice, Élisabeth Guigou, annonce quelques jours avant la parade que la principale revendication du mouvement homosexuel depuis le début des années 1990, le Contrat d'union sociale (CSU), est en voie d'être satisfaite. 150

organisations associatives et commerciales sont inscrites sur la liste des participants à la Marche et, pour la première fois, un « cortège associatif » est tenu pour donner davantage de visibilité aux associations et répondre aux critiques des années précédentes selon lesquelles les chars commerciaux (des boîtes de nuit, des bars et d'autres partenaires commerciaux) étaient beaucoup plus visibles que ceux des militants.

Finalement, une centaine de chars donnent une allure de carnaval dans une parade qui attire plus que 250 000 personnes. Aussi, pour la première fois, le cortège suit un nouveau trajet : de la place de la République, dans le 11^e arrondissement, à la pelouse de Reuilly, dans le 12^e arrondissement, où suivraient des discours et des concerts. Il s'agit aussi de la première Gay Pride qui fut embrassée à ce degré par les pouvoirs politiques. La ministre de l'Aménagement du territoire, Dominique Voynet, qui a déclaré y être « en tant que ministre, femme, citoyenne », le président de l'Assemblée nationale, Yves Cochet, Jack Lang et Bertrand Delanoë du Parti socialiste, Henri Malberg du Parti communiste français (PCF) et Alain Krivine de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) se sont rendus à la parade¹⁹.

Le lendemain de celle-ci, le député du parti de la Démocratie libérale (ex-PR), Dominique Bussereau, a critiqué à l'Assemblée nationale la présence de la ministre Dominique Voynet à la parade demandant au Premier ministre, Lionel Jospin, si Dominique Voynet représentait officiellement le gouvernement dans cette manifestation « dont certaines outrances étaient susceptibles de choquer nombre de nos compatriotes²⁰ ». Il s'agit de la première fois que la manifestation s'inscrit dans le débat parlementaire et fait l'objet de controverses entre les partis politiques.

Visibilité (de la) « politique » dans les parades de 2000 et 2001 : le passage à l'institutionnalisation

Le Pacs entre en vigueur en 1999. Il s'agit d'un moment crucial pour le mouvement homosexuel mais aussi pour l'État libéral qui fait ainsi un pas important dans le sens de l'égalité citoyenne. À partir de ce moment, une véritable transformation s'effectue dans la façon dont les pouvoirs publics et les partis politiques « embrassent » la parade. Les élections municipales de mars 2001 font de la Lesbian and Gay Pride de juin 2000 le dernier événement d'une telle ampleur où les futurs candidats peuvent faire preuve de leur soutien à la communauté LGBT (constituant un réservoir d'électeurs encore peu exploité).

Le 16 juin 2000, une semaine avant la parade, Philippe Séguin du Rassemblement pour la république

(RPR), qui sera en tête de liste de la droite aux élections municipales de Paris, envoie un courrier à Franck Delaire, président de la Lesbian and Gay Pride, pour souhaiter plein succès au défilé : « Le thème retenu pour la LGP cette année 'L'homophobie, fléau social' ne saurait laisser insensible quiconque est sincèrement attaché aux libertés et valeurs de tolérance et de respect d'autrui.²¹ » Il ne participera pas lui-même au défilé, mais y fut représenté par quelques proches : Florent Longuépée, conseiller régional d'Île-de-France et tête de liste dans le 10^e arrondissement pour les municipales (déjà présent à la Gay Pride de 1999), Jean-Luc Romero-Michel, conseiller régional d'Île-de-France, président de l'Association des élus locaux contre le sida, Franck Giovannucci, chargé des relations de presse de Philippe Séguin, Vincent Roger, candidat séguiniste dans le 4^e arrondissement.

Pour la première fois, le Parti socialiste, par l'intermédiaire de sa fédération de Paris et du Mouvement des jeunes socialistes, avait décidé d'être officiellement présent et d'avoir son propre char. Bertrand Delanoë, tête de liste à Paris, et Patrick Bloche, premier secrétaire de la fédération, sont au rendez-vous. De leur côté, les membres du Parti communiste français (PCF) portent des tee-shirts imprimés avec le slogan « Pour l'égalité sexuelle et l'égalité des droits » et ont conçu des autocollants représentant deux poupées Barbie – une blanche et une noire – qui s'embrassent, avec le commentaire suivant : « Contre les inégalités, il n'y a que l'amour ». Enfin, les Verts ont annulé, samedi après-midi, la seconde partie de leur assemblée générale parisienne pour participer à la Gay Pride avec Yves Contassot, leur tête de liste dans la capitale, et Christophe Girard, deuxième sur la liste du 4^e arrondissement.

Une année plus tard, à la parade de 2001, Bertrand Delanoë y participe en tant que maire de Paris, ce qui constitue une première institutionnelle, accompagné de quelques-uns de ses adjoints, dont Anne Hidalgo, de Patrick Bloche, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, et des maires des arrondissements situés sur le passage du défilé (les 12^e, 11^e, 10^e, 4^e et 3^e). C'est aussi la première fois que la Gay Pride figure dans le numéro de juin de *Paris le Journal*, distribué à un million d'exemplaires dans les boîtes aux lettres. De plus, une nouvelle association des agents gais de la ville (sous le nom 3HVP) s'est fait prêter un camion pour participer au défilé avec son propre char.

La participation des élus municipaux à la parade marque une nouvelle ère dans l'histoire de la marche. C'est le moment où une manifestation de nature contestataire et revendicative devient le lieu de rencontre des militants et des autorités publiques livrant une bataille commune empreinte d'un caractère hautement politique et idéologique. Les intérêts des personnes LGBT s'inscrivent dans les objectifs politiques, et dès lors certains partis les reconnaissent et sont prêts à les servir et d'autres pas ou pas entièrement.

Ce changement s'accompagne aussi d'une ouverture des thèmes de la célébration à ceux qui ne s'identifient pas aux catégories gaie et lesbienne²², c'est-à-dire aux hétérosexuels. Nous lisons dans *Le Monde* du 23 juin 2001 : « À un an de l'élection présidentielle, les organisateurs ont mis l'accent sur leurs revendications, demandé aux chars du défilé d'alterner musique et slogans revendicatifs préenregistrés [...] pour que défilent 'hétéros, homos, tous ensemble contre les discriminations' » [souligné dans le texte]. La parentalité figure pour la première fois parmi les mots d'ordre de la manifestation parisienne. [...] Les organisateurs souhaitent que 'les nouvelles formes de vie familiale et l'adoption soient accessibles à tous les couples'²³. » Ils soutiennent l'idée que les « hétéros » défilent aux côtés des « homos » pour manifester ainsi unis au nom des problèmes qui les touchent conjointement. En effet, les nouvelles formes familiales (homoparentalité, monoparentalité) constituent un sujet d'intérêt tant pour les uns que pour les autres.

Cependant, cette « ouverture » tentée par certains s'est heurtée à une tentative de clivage favorisée par d'autres. À cet égard, le magazine *Têtu*, par exemple, a fait une publicité où figurait une photo de la parade militaire sur les Champs-Élysées avec la légende : « ... et n'oubliez pas, le 14 juillet, tous à l'Hétéro Pride ». Cette publicité, publiée également dans *Le Monde* du 26 juin 2001, a fait l'objet d'une forte controverse chez ses lecteurs et fut même reprise par le journal sous forme d'article²⁴. Toutefois, le parallélisme établi entre la Gay Pride et le 14 Juillet, même si ce n'est que pour provoquer, est intéressant pour une autre raison. Il est révélateur d'une dynamique de réflexion commune aux deux expressions de la même forme de parade (pour la patrie et pour l'identité sexuelle) et du même sentiment de fierté qu'elle est capable de susciter²⁵.

Vers le mouvement inter-associatif LGBT : la naissance de la Marche des fiertés

Au début des années 2000, le militantisme identitaire lié à la sexualité connaît un nouvel élan. Les premières années du nouveau millénaire sont marquées par l'existence d'une pluralité d'organisations lesbiennes, gaies, bisexuelles mais aussi transgenres et transsexuelles qui cherchent à établir leur autonomie identitaire dans des espaces communautaires au niveau local et à promouvoir leurs propres causes qu'elles considèrent comme irréductibles à une identité collective promue dans le débat public, qui se résume, depuis toujours, à l'appellation « gay ».

Apparaît alors la configuration inter-associative que l'on découvre à l'aube des années 2000 sous la formule LGBT comme une tentative d'aboutir à une stratégie d'union au-delà des divisions internes et des objectifs spécifiques propres à chaque groupe identitaire. Inscrite dans la lignée du CURAH,

de l'Agora et de la Coordination nationale homosexuelle (CNH), la nouvelle forme inter-associative respecte l'exigence primordiale de l'affirmation identitaire des différents acteurs, d'une part, mais cherche à trouver des points de convergences dans la lutte commune pour l'égalité citoyenne, d'autre part. Elle reflète aussi le long chemin de lutte pour la reconnaissance que les divers groupes et associations ont parcouru, tout en respectant la condition minimale de les appeler tels qu'ils sont – lesbiennes, gais, bisexuel.le.s et transsexuel.le.s – en évitant de les réduire aux termes bulldozers « gay » ou « homosexuels ». Comme l'énonce très bien Massimo Prearo, la synthèse opératoire de la formule LGBT « divise et rassemble d'un même geste²⁶. »

La nouvelle ère du militantisme LGBT, inaugurée après l'adoption définitive du Pacs, force tous les acteurs impliqués à définir à nouveau leur physionomie, leurs stratégies et leurs actions. Dans ce cadre, l'organisation de la parade coutumière de juin, comme grand événement de visibilité publique, constitue un point de convergence absolue. Réunies dans le collectif Lesbian & Gay Pride Île-de-France, les associations nationales et régionales LGBT signent en mai 2000 un nouveau *Livre blanc* de 74 pages prenant en considération l'histoire du mouvement et agissant à titre de charte opératoire pour l'avenir²⁷.

La Marche de juin se présente ainsi comme un moment fondamental scellant une unité stratégique invendable. Malgré les différences identitaires, les intérêts divergents et les stratégies souvent contradictoires, tous les groupes – militants, de convivialité et commerciaux – sont d'accord sur ceci : la parade est un événement de grande ampleur capable d'accorder une visibilité aux causes spécifiques difficilement obtenues autrement et elle doit être préservée et organisée sans faille.

Un an plus tard, en 2001, l'appellation officielle de la parade a dû changer suite à un litige entre l'association organisatrice Lesbian and Gay Pride et la société Sogifed, précédemment responsable de l'organisation, qui avait déposé les marques commerciales « Gay Pride », « Lesbian and Gay Pride » et « Europride », ce qui impliquait pour les nouveaux organisateurs un paiement des droits. L'expression « Marche des fiertés » a donc été choisie pour la marche parisienne, ainsi que pour la plupart des défilés dans les autres villes françaises, et persiste depuis. L'association LGBT a été aussi rebaptisée Inter-LGBT pour montrer le caractère inter-associatif de la démarche. Regroupant aujourd'hui plus de soixante associations LGBT françaises, elle a pour but de lutter contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité du genre et de promouvoir les droits humains et les libertés fondamentales et, bien évidemment, d'organiser la Marche des fiertés le dernier week-end du mois de juin qui favorise la visibilité des associations.

Découvrez une version courte de cette note sur le site de [Têtu](#)

1. Eric Marcus, *Making Gay History: The Half Century Fight for Lesbian and Gay Equal Rights*, New York, Harper Perennial, 2002 ; David Carter, *Stonewall: The riots that sparked the Gay Revolution*, Griffin Media tie-in, 2010.
2. Olivier Fillieule, « Lesbian and Gay Pride », dans Didier Eribon (dir.), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, Larousse, 2003, p. 287.
3. Massimo Prearo, *Le moment politique de l'homosexualité : mouvements, identités et communautés en France*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, coll. SXS Sexualités, 2014.
4. Naty Garcia Gaudila, *Libération des femmes. Le MLF*, Paris, PUF, coll. Le Sociologue, 1981.
5. Sylvie Chaperon, « Eaubonne Françoise d' : écrivaine, journaliste, militante française », dans Didier Eribon (dir.), *Dictionnaires des cultures gays et lesbiennes*, Paris, Larousse, 2003, p. 169.
6. Didier Eribon, « Groupes de libération homosexuelle : Associations homosexuelles présentes à Paris et dans une vingtaine de ville en France entre 1974 et 1979 » dans Didier Eribon (dir.), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, Larousse, 2003, p. 194.
7. Cf. *Bleu, blanc, rose*, documentaire d'Yves Jeuland, Motion Picture, 2002.
8. Didier Eribon, *op. cit.*, p. 223.
9. Cité dans Massimo Prearo, *Le moment politique de l'homosexualité : mouvements, identités et communautés en France*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, coll. SXS Sexualités, 2014.
10. Marie Jauffret, Pierre-Olivier de Busscher et Patrice Pinell, « Transformations », dans Patrice Pinell (dir.), *Une épidémie politique. La lutte contre le sida en France (1981-1996)*, Paris, Puf, 2002, p. 34.
11. Christophe Broqua et Olivier Fillieule « Act-Up : Association de lutte contre le sida fondée à New York en 1987 et à Paris en 1989 », dans Didier Eribon (dir.), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, Larousse, 2003, p. 430.
12. Christophe Broqua et Olivier Fillieule, *op. cit.*
13. Pour une histoire complète de la prise en charge de l'épidémie par le mouvement associatif et les pouvoirs publics voir l'ouvrage collectif de Patrice Pinell (dir.), *Une épidémie politique. La lutte contre le sida en France (1981-1996)*, Paris, Puf, 2002.
14. Christophe Broqua et Olivier Fillieule, *op. cit.*, p. 20.
15. Massimo Prearo, *Le Moment politique de l'homosexualité : mouvements, identités et communautés en France*, Paris, PUL, 2014, p. 264.
16. Marie Jauffret, Pierre Olivier de Busscher et Patrice Pinell, *op. cit.*, 2002.
17. Massimo Prearo, *op. cit.*, p. 273.
18. Données figurant dans les archives de la Préfecture de la police de Paris. Elles sont parfois différentes de celles communiquées à la presse.
19. Laurence Folléa, « Gays et lesbiennes défilent à Paris à l'occasion de l'Europride », *Le Monde*, 29 juin 1997.
20. Cf. « Europride : Dominique Bussereau (Démocratie libérale) critique la présence de Dominique Voynet », *Le Monde*, 2 juillet 1997.
21. Clarisse Fabre, « Plusieurs partis affichent leur soutien aux droits des homosexuels », *Le Monde*, 25 juin 2000.
22. Les catégories bi et trans n'étaient pas encore à l'époque prises en considération, ni inscrites, dans l'appellation officielle.
23. Pascale Krémer, « La Gay Pride fait de la politique », *Le Monde*, 23 juin 2001.
24. Robert Solé, « À la parade », *Le Monde*, 7 juillet 2001.
25. Charitini Karakostaki, *Les Fêtes nouvelles. Enquête sur les idéaux de la société ouverte et leur mise en scène : Paris 1981-2014*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2018, p. 215.

26. Massimo Prearo, *op. cit.*

27. Lesbian & Gay Pride Île-de-France, *Livre blanc 2000*, 18 mai 2000, p. 5.